

Consultation publique de la CRE relative à la tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité

Observations de la FNCCR sur la consultation publique de la CRE du 25 novembre 2013

En préambule, la FNCCR rappelle tout d'abord qu'elle exprime le point de vue de ses membres exerçant les compétences d'autorités organisatrices de la distribution d'électricité ou ayant la nature d'entreprises publiques ou coopératives de distribution d'électricité.

La FNCCR note que la décision du Ministre en charge de l'énergie en date du 7 août 2009 fixant la date d'entrée en vigueur des tarifs des prestations annexes réalisées sous le monopole des gestionnaires de réseaux publics d'électricité prévoit qu' « *en cas d'expression de nouveaux besoins, les gestionnaires de réseaux publics peuvent transmettre à la CRE une demande de création d'une nouvelle prestation. Cette demande contient notamment le coût de cette prestation (accompagné de la méthodologie et des paramètres de calcul de ce coût) ainsi que la volumétrie prévisionnelle.* »

La FNCCR s'étonne de ne pas trouver d'éléments circonstanciés sur les aspects précités afin d'avoir la capacité de donner un avis sur les coûts des nouvelles prestations proposées.

I – Questions abordées par la CRE

Question 1 : Etes-vous favorable à la reconduite du principe d'indexation des prix des prestations annexes sur l'inflation ?

La FNCCR constate un taux de réfaction moyen de 49,57% sur la période 2010-2013 en réalisé contre 47,61% en moyenne affichée pour la période 2014-2017.

Le tableau ci-après résume l'évolution des coûts et des recettes des prestations annexes entre les périodes 2009-2012 et 2013-2017. ERDF a utilisé une hypothèse d'inflation de + 2 % par an et de hausse de + 1 % par an du volume de prestations annexes réalisées pour la période 2014-2017.

	Moyenne 2010-2013 (réalisé ³)	Moyenne 2014-2017 (prévisionnel)
Coûts complets des prestations annexes (M€)	351	378
Recettes issues des prestations annexes (M€)	177	198

Source : ERDF ; CRE.

Le taux de réfaction varie chaque année en fonction de l'évolution des coûts de main d'œuvre environnés, des volumes de prestations réalisées et de l'évolution de l'indice d'inflation. Ainsi, entre 2009 et 2013, le taux de réfaction a varié entre 49 % et 51 %. Pour la période 2014-2017, d'après les données transmises par ERDF, le taux de réfaction moyen devrait s'établir en moyenne à environ 48 %.

La décision de la CRE du 7 août 2009 fixant la date d'entrée en vigueur des tarifs des prestations annexes réalisées sous le monopole des gestionnaires de réseaux

publics d'électricité affichait un taux de réfaction de 52% en 2008 reconduit sur la période 2009-2012.

La CRE propose :

- à l'entrée en vigueur de la présente proposition tarifaire, de fixer les tarifs des prestations annexes en augmentant les montants actuellement facturés par ERDF de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) entre avril 2006 (date de la dernière hausse) et septembre 2008, soit 5,40 % ;

- puis, à chaque date anniversaire, d'ajuster mécaniquement les tarifs selon l'évolution de l'IPCH.

Selon les informations sur les coûts et les volumes des prestations fournies par ERDF, les prévisions de coûts et de recettes relatives aux prestations annexes sont les suivantes :

	2008	MOYENNE 2009-2012
Coûts des prestations annexes (M€) (1).	345	387
Recettes issues des prestations annexes (M€) (2).	166	185
Pourcentage moyen des coûts des prestations annexes couverts par le TURPE (3) = [(1) - (2)]/(1).	52 %	52 %

La FNCCR est favorable à une indexation des prix dès lors que celle-ci peut se justifier. Or, comme elle l'a souligné en préambule, il aurait été souhaitable que l'ensemble des données circonstanciées, telles l'enveloppe des coûts de réalisation des prestations, le volume des prestations annexes réalisées ainsi que les coûts unitaires de main d'œuvre, soient mises à disposition des acteurs afin de se prononcer correctement sur la question.

Question 2 : Estimez-vous que certaines prestations devraient bénéficier d'une tarification particulière ? Si oui, lesquelles et pourquoi ?

Le recours à des prestations liées à la bonne foi du consommateur (autorelevé) ne devrait pas faire l'objet d'une facturation élevée puisqu'elle ne demande a priori qu'un contact téléphonique ou internet voire uniquement une saisie manuelle dans une base de données.

Question 3 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle le délai de réalisation de la prestation « intervention pour impayé » ne doit pas être révisé avant de disposer d'un retour d'expérience concernant, d'une part, l'effet des dispositions introduites par la loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 sur le volume de demandes de coupures à la sortie de l'hiver et, d'autre part, sur les mesures prises par ERDF pour y faire face ?

La FNCCR partage les appréhensions d'ERDF concernant le risque d'un pic de demandes de déplacement pour impayés à compter du 15 mars 2014 et se demande à quoi cela sert de prévoir un délai de réalisation de 10 jours, s'il ne peut de toute évidence pas être suivi.

La FNCCR rappelle qu'une enquête réalisée par la CRE en 2011 relative aux impayés mentionnait que ces délais étaient peu respectés, et citait même un taux de non-réalisation du déplacement pour impayés de l'ordre de 40 à 60%, d'où le recours des fournisseurs à la procédure de résiliation.

La FNCCR serait favorable à l'application d'ores et déjà d'une solution intermédiaire (pendant la période concernée avec un allongement du délai standard de réalisation de 15 jours) dans l'attente de l'analyse du retour d'expérience sur la période hivernale 2013-2014 pour une éventuelle adaptation.

Question 4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la création de la prestation « correction d'index de mise en service, de résiliation ou de changement de fournisseur » permettrait une facturation au plus près de la consommation réelle des utilisateurs ?

Question 5 : Etes-vous favorable à la tarification proposée par ERDF ?

ERDF propose que la prestation soit payante sauf dans les cas suivants :

- l'anomalie concerne un index relevé par le distributeur ;
- l'écart entre l'index mis en doute et l'index corrigé est supérieur à 4 000 kWh pour les clients résidentiels, et supérieur à 8 000 kWh pour les clients professionnels, dans le cas d'une contestation d'index de changement de fournisseur.

ERDF propose que l'option avec déplacement soit facturée à 77,85 hors taxes et que l'option sans déplacement soit facturée à 46,14 hors taxes.

La FNCCR est favorable aux propositions qui permettront d'offrir aux consommateurs la possibilité de rectifier leurs index de consommation et ainsi disposer d'une facturation au plus près de leur consommation réelle.

La FNCCR note un écart de coût conséquent entre le coût annoncé et le coût d'un relevé spécial. Le déplacement revient à un coût de plus de 30 euros HT. La prestation proposée sans déplacement laisse la place à une confiance totale du plaignant pour un coût annoncé de 46,14 euros HT. La FNCCR observe que le service « relevé confiance » permet déjà d'abonder dans ce sens et ceci de façon gratuite. Elle aurait aimé disposer d'éléments de coûts plus précis pour se prononcer sur le montant de cette prestation.

Par ailleurs se pose la question de qui supporte ce coût (qui du fournisseur ou du consommateur) si l'erreur de calcul de l'index résulte du fournisseur.

Question 6 : Pensez-vous que la résiliation à l'initiative du fournisseur doit rester payée par l'ensemble des utilisateurs de réseau et non pas par les fournisseurs ou consommateurs qui en font la demande ?

Dans le cadre de l'enquête menée par la CRE en 2011 sur les impayés, la FNCCR a signalé le fait que la substitution de la procédure de résiliation (RIF) à la mise en œuvre d'une suspension de fourniture (DPI) telle que prévue par le décret n° 2008-780 du août 2008 contrevient à l'esprit voire à la lettre des mesures élaborées afin de prévenir les coupures d'énergie, telles que formulées à l'article L.115-3 du Code de l'action sociale et des familles.

Afin d'éviter ce type de pratiques, elle avait proposé pour responsabiliser les fournisseurs, de rendre la RIF à l'initiative des fournisseurs (et non des consommateurs) payante si le DPI n'est pas demandé en amont, et si la procédure RIF a pour motif un défaut de paiement.

Question 7 : Etes-vous favorable à la demande d'ERDF de création d'une prestation « accompagnement multi-raccordement » et à la tarification proposée par ERDF ?

La FNCCR considère que la proposition de cette prestation répond à une réelle demande sur le terrain et pourrait certainement permettre d'améliorer la qualité de service en matière de raccordement.

La FNCCR s'interroge toutefois sur le lien entre le terme L lié au nombre de logements à créer dans la formule de calcul proposée pour la prestation et le nombre de logements effectifs puisque la définition du terme L vise explicitement une opération de plus de 20 logements à raccorder alors que le terme fixe de la formule de calcul de 3180,80 euros correspond à 20 logements ou moins.

Question 8 : Etes-vous favorable aux demandes d'ERDF de modification des descriptifs de ces prestations ?

Question 9: Etes-vous favorable à la mise en place d'un cadre permettant aux gestionnaires de réseaux d'électricité de mener des expérimentations ?

Question 10 : Etes-vous favorable aux principes proposés par la CRE pour encadrer les expérimentations ?

La FNCCR est favorable au principe de mener des expérimentations mais reste réservée sur les conditions d'encadrement de celles-ci. Le GRD intervenant dans le cadre d'une délégation de service public, il est indispensable d'associer les AODE à ces expérimentations dans un cadre à définir.

Question 11 : Que pensez-vous de la proposition d'ERDF d'un tarif unique de prestations annexes indépendamment du compteur dont sont équipés les utilisateurs pendant la phase de déploiement massif des compteurs ?

Question 12: Parmi les deux options de tarification identifiées par la CRE, laquelle vous semble la plus adaptée ?

Question 13 : Estimez-vous que d'autres options de tarification pourraient être envisagées ? Si oui, lesquelles ?

La FNCCR considère qu'un signal prix, même minime, doit être donné à l'ensemble des consommateurs dès lors que les nouveaux compteurs évolués commenceront à être déployés.

Question 14 : Etes-vous favorable à ce que la prestation de changement de puissance ne soit pas facturée lorsque celle-ci est demandée par l'utilisateur à la suite de l'installation d'un compteur évolué ?

La FNCCR soutient la proposition d'ERDF de ne pas facturer le changement de puissance rendu nécessaire suite à la pose d'un compteur évolué.

Question 15 : Estimez-vous que d'autres prestations doivent bénéficier d'un traitement spécifique lorsqu'elles sont demandées par l'utilisateur à la suite de la pose d'un compteur *évolué* ?

La gratuité de la prestation doit être de mise si l'utilisateur ne retrouve pas l'intégralité des fonctionnalités qui existaient avant la pose du compteur évolué (par exemple ré-intervention suite à non connexion de la TIC, ou oubli de paramétrages de certains tarifs). La FNCCR rappelle par ailleurs son souhait d'une mise à disposition des consommateurs d'un afficheur déporté permettant a minima la lecture de sa consommation en temps réel, la possibilité d'une alerte sur le niveau de consommation et une visualisation en système monétaire correspondant, ceci dans le cadre du service public de la distribution.

Question 16 : Pensez-vous que la tarification des prestations annexes, une fois les compteurs évolués déployés, doit inclure certains coûts fixes tels que ceux liés aux systèmes d'information utilisés pour la réalisation des prestations ?

La FNCCR considère que non, ceux-ci étant censés couvrir les gains potentiels espérés. Les charges de développement et d'exploitation sont par ailleurs déjà couvertes d'une certaine mesure, par le TURPE.